



REPUBLIQUE DU BURUNDI

Commission Nationale chargée de la Démobilisation, de la Réinsertion et de la Réintégration des ex-combattants

Secrétariat Exécutif

COMMUNIQUE DE PRESSE

Pour diffusion immédiate

Bujumbura, 2 décembre 2004. Le Président de la République du Burundi Monsieur Domitien Ndayizeye, a lancé officiellement ce 2 décembre 2004 à Muramvya, localité située à une cinquantaine de kilomètres à l'Est de Bujumbura, les opérations de démobilisation, de réinsertion et de réintégration des ex-combattants. De nombreux parlementaires, une douzaine de ministres, les représentants de la communauté internationale au Burundi dont l'Opérations des Nations Unies au Burundi (ONUB) et la Banque mondiale, les membres des hauts commandements des Forces Armées Burundaises (FAB) et des Partis et Mouvements Politiques Armés ont participé à la cérémonie.

Le Président et sa suite ont visité les premiers démobilisés volontaires arrivés le 30 novembre et le 1^{er} décembre 2004 dans le centre de démobilisation de Muramvya. Ces démobilisés, au nombre de 226, proviennent des FAB et de toutes les forces de parties et mouvements politiques armés en présence au Burundi ayant signé un accord de cessez-le-feu avec le Gouvernement de Transition.

Les opérations de démobilisation vont s'accélérer dès le 6 décembre 2004, avec l'arrivée d'environ 600 enfants soldats au centre de démobilisation de Gitega, et des ex-combattants au centre de démobilisation de Randa. Les listes de quelques 5.000 candidats à la démobilisation volontaire provenant en grande partie des Forces Armées Burundaises et du CNDD-FDD (Nkurunziza) ont déjà été transmises au Secrétariat Exécutif de la Commission Nationale Chargée de la Démobilisation, de la Réinsertion et de la Réintégration des ex-combattants. Ils seront démobilisés par vagues successives.

Pour financer le PNDRR, le Gouvernement du Burundi a obtenu un don de la Banque Mondiale de 33 millions de dollars américains, et un don de 42 millions de dollars américains dans le cadre du Fonds Fiduciaire Multi-bailleurs du Programme Multi Pays de Démobilisation et de Réintégration (MDRP) qui concerne les pays de la région des Grands lacs. Ont contribué à ce Fonds fiduciaire (par ordre alphabétique) du MDRP l'Allemagne, la Belgique, le Canada, le Danemark, la France, l'Italie, la Norvège, les Pays-Bas, le Royaume-Unie, la Suède, et l'Union Européenne. En outre le Gouvernement allemand a fourni bilatéralement un don complémentaire de 6 millions de dollars en appui au Programme.

Le Fonds fiduciaire du MDRP finance également à travers un don de 3.5 millions de dollars américains le projet « Démobilisation, Réintégration et Prévention du Recrutement des enfants soldats au Burundi » géré par le Ministère des Réformes institutionnelles, des Droits de l'Homme et des Relations avec le Parlement avec l'appui de l'UNICEF.

.../...

Au cours de la cérémonie de ce 2 décembre 2004, le Président Domitien Ndayizeye et la Représentante Spéciale du Secrétaire Général des Nations Unies ont brûlé symboliquement deux tas d'armes de guerre.

Le Président Burundais a remercié vivement les Gouvernements et les Organisations Internationales qui ne ménagent aucun effort pour le rétablissement de la paix et la réconciliation au Burundi. Il a en particulier salué les efforts de la Banque Mondiale qui a soutenu le Programme National de Démobilisation, de Réinsertion et de Réintégration depuis sa préparation jusqu'à sa mise en œuvre.

Il est à noter que le Ministre de la Défense Nationale du Burundi a publiquement réaffirmé la volonté et la détermination des FAB d'adhérer au processus de démobilisation et de réinsertion, la preuve étant le nombre des volontaires pour la démobilisation provenant de ce corps. Le Gouverneur de la Province de Muramvya a souligné que des ressortissants de cette province font partie à la fois des FAB et des combattants des Partis et Mouvements Politiques Armés. Il a invité la population à réserver un accueil chaleureux aux démobilisés sans distinction de leur provenance et de privilégier la cohabitation pacifique pour que tous œuvrent pour le développement du pays.

Le PNDRR a pour principal objectif de démobiliser et faciliter la réinsertion durable dans la vie civile de quelques 55.000 ex-combattants burundais au cours des cinq années à venir. En ce sens, le PNDRR constitue l'un des principaux outils de la consolidation de la paix et la réconciliation au Burundi. La réussite du processus de démobilisation, de réinsertion et de réintégration permettra de ramener les dépenses militaires à 23,7 milliards de FBU d'ici 2007 alors que pour cette seule année 2004, elles sont estimées à 62,7 milliards de FBU. Parallèlement, le budget disponible pour les dépenses sociales (santé, éducation, aide aux sinistrés etc.) passera à 75,8 milliards de FBU au lieu de 51,3 milliards en 2004. La démobilisation va donc permettre d'affecter une partie plus importante des ressources nationales vers les secteurs économiques et sociaux.

Le PNDRR sera exécuté en étroite collaboration avec plusieurs partenaires dans toutes ces phases. L'ONUB jouera notamment un rôle clé pendant les phases de désarmement et de démobilisation. Les Equipes Mixtes de Liaison de la Commission Mixte de Cessez-le feu superviseront le désarmement et la vérification du statut de combattant pour un bon déroulement du processus. L'UNICEF et la structure nationale pour la démobilisation et la réintégration des enfants soldats assureront la mise en œuvre appropriée du volet enfants soldats du Programme. Le PAM fournira un soutien alimentaire pour les centres de démobilisation au cours de la première étape du Programme.

Pour tout contact, prière de contacter le Département Information et Sensibilisation du Secrétariat Exécutif de la CNDRR.

Téléphone : (257) 24 93 38, 24 91 97, 25 00 31

Email : hlibere@cndrr.bi, infosensi@cndrr.bi